



L O I

Concernant les Relations de commerce de Marseille dans l'intérieur du Royaume, dans les Colonies & avec l'Étranger.

Donnée à Paris, le 1.^{er} Août 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la Loi constitutionnelle de l'État, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a décrété, & Nous voulons & ordonnons ce qui suit :

DÉCRET de l'Assemblée Nationale, des 26 & 28 Juillet 1791.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, après avoir entendu le rapport de son comité d'agriculture & de commerce, décrète ce qui suit.

TITRE PREMIER.

Des relations de Marseille avec l'étranger.

ARTICLE PREMIER.

LES maîtres, capitaines & patrons de bâtimens entrant dans le port de Marseille, ou en sortant, continueront de faire à la

A

douane nationale de ladite ville, dans les vingt-quatre heures de leur arrivée pour les navires entrant, & avant le départ pour ceux sortant, la déclaration de leur chargement, en observant pour l'entrée, de distinguer par ladite déclaration, les marchandises qui seront destinées à la consommation de Marseille, de celles que l'on voudra y mettre en entrepôt.

Si les bâtimens entrant dans le port de Marseille sont chargés de marchandises dont les unes soient destinées pour Marseille, & les autres pour l'étranger, il sera fait des déclarations particulières relativement à chaque destination; & par rapport aux marchandises destinées pour l'étranger, il suffira, si l'entrée en est permise, d'indiquer le nombre des caisses, balles ou ballots, leurs marques & numéros; mais si elles sont prohibées, les espèces & quantités seront énoncées dans la déclaration; le tout à peine de confiscation desdites marchandises & de cent livres d'amende.

I I.

La déclaration des bâtimens devra être faite quand même ils seroient sur leur lest. Les patrons des barques & autres bateaux pêcheurs en sont cependant dispensés, dans ce cas, & dans celui où ils seroient seulement chargés du produit de leur pêche; mais à condition qu'après avoir fait leur débarquement de poisson frais sur les quais ordinaires voisins des marchés publics, ils se placeront dans le port à l'endroit particulier qui leur est destiné.

I I I.

Toutes les prohibitions à l'entrée du royaume, ordonnées par la Loi du 15 mars dernier sur le tarif général, auront lieu à l'entrée du port & territoire de Marseille, sans cependant queles marchandises prohibées, chargées sur des bâtimens de

cent tonneaux & au-dessus & ayant une destination ultérieure pour l'étranger, puissent être saisies.

I V.

Le sucre, le café, le cacao, l'indigo, le thé, le savon, l'amidon, la poudre à poudrer, l'eau-de-vie de vin, la bière, les chairs salées, le poisson autre que le thon mariné, les huiles de poisson & les tabacs dont l'importation est permise par la Loi du 15 mars dernier, les cuirs tannés & corroyés, les ouvrages de cuirs, les chapeaux, les tissus de laine, de fil de chèvre, de soie, de coton, de chanvre, de lin, les cotons filés, autres que du levant, les laines filées, les bourres de soie cardées & filées, les filofelles, les fleurets, les soies ouvrées, les plombs & étains laminés ou autrement ouvrés, le cuivre de toute sorte, le laiton, le bronze, l'airain & tous autres métaux avec alliage, le soufre, les papiers, la verroterie, la cire blanche, la porcelaine, le liège ouvré, la mercerie, la quincaillerie, la bijouterie, tous autres ouvrages en or, en argent & en cuivre, ainsi que ceux de fer & d'acier (à l'exception des canons & des ancres) venant de l'étranger à Marseille, seront sujets aux droits d'entrée du nouveau tarif; & les marchandises d'Angleterre, nommément comprises dans le traité conclu avec cette puissance, aux droits fixés par ledit traité.

V.

Les droits du nouveau tarif seront réduits à soixante livres le quintal, sur les toiles de coton blanches & étrangères, & à vingt livres aussi du quintal, sur celles provenant du commerce François dans l'Inde, lorsqu'elles auront la destination de Marseille.

V I.

Seront exemptes de tous droits les marchandises & denrées, autres que celles dénommées dans les articles III, IV & V du présent titre, importées par mer de l'étranger à Marseille. La déclaration devra néanmoins en être faite dans la forme prescrite par l'article I.^{er} du présent titre. Le droit de poids & casse qui étoit perçu à Marseille, tant sur lesdites marchandises & denrées que sur toutes autres, demeure supprimé, ainsi que les droits additionnels audit poids & celui de manifeste.

V I I.

Seront pareillement exemptes de tous droits, celles des marchandises comprises dans l'article IV du présent titre & ci-après désignées, lorsque venant de l'étranger à Marseille par mer, elles devront être réexportées aussi par mer; savoir, les tissus de laine, de poil de chèvre, de soie, de coton, de chanvre ou de lin, les fils retors, la verroterie, la quincaillerie, la mercerie, la bijouterie, & tous autres ouvrages en or, argent, cuivre, fer & acier, & les objets portés au traité de commerce avec l'Angleterre: lesdites marchandises seront mises en entrepôt.

V I I I.

Pourront également être mis en entrepôt, tant pour la réexportation à l'étranger par mer, que pour la consommation du royaume, les toiles de chanvre servant à des emballages, & venant du nord en rouleaux, les soies ouvrées, les papiers, l'indigo, le cacao, le thé, les chairs salées & les poissons salés, autres que la morue sèche, importés de l'étranger à Marseille,

I X.

Les magasins destinés aux entrepôts des marchandises qui ne pourront être entreposées qu'à la charge de la réexportation, & de celles qui jouiront de la même faveur pour la consommation du royaume, seront distincts, & cependant dans la même enceinte. Lesdits magasins seront aux frais du commerce, & sous la clé d'un de ses préposés & de ceux de la régie.

X.

La durée de l'entrepôt sera de dix-huit mois. Les marchandises destinées à la réexportation & énoncées dans l'article VII du présent titre, pourront y être divisées en telle quantité que ce soit, pour former des assortimens, & pour être embarquées sur un ou sur plusieurs bâtimens.

Celles mentionnées dans l'article VIII ne pourront être retirées de l'entrepôt que par caisse, tonneau, balle ou ballot.

X I.

Les marchandises qui pendant les dix-huit mois de la durée de l'entrepôt, en seront retirées pour l'étranger, n'acquitteront aucun droit; celles qui en sortiront pour la consommation de Marseille & de tout autre lieu du royaume, ou qui se trouveront en entrepôt après l'expiration du délai de dix-huit mois, payeront, savoir, les toiles d'emballage, dix livres par quintal, & les autres espèces de marchandises, les droits d'entrée du nouveau tarif.

X I I.

Il ne pourra être retiré de l'entrepôt aucunes marchandises que sur un permis délivré au bureau de la régie, visé par les préposés à la garde des magasins, & après la visite

desdites marchandises ; celles expédiées pour l'étranger , pourront être accompagnées jusqu'à bord des bâtimens par les préposés de la régie , & les objets destinés à la consommation du royaume , seront transportés au bureau , à l'effet d'y acquitter les droits.

X I I I.

Les bestiaux , les vins , les bois feuillards , l'amurca , le marc d'olive ou grignon , seront assujettis aux droits du nouveau tarif à la sortie de Marseille pour l'étranger , à l'exception de ceux destinés à l'approvisionnement des équipages des navires François. Toutes autres denrées ou marchandises seront exportées de Marseille en franchise.

X I V.

Les marchandises exemptes de droits à l'entrée de Marseille , pourront être visitées sur les quais au débarquement ou au bureau de la régie , au choix du propriétaire ou consignataire ; il en sera de même de celles qui seront expédiées par mer de ce port , soit pour le royaume , soit pour l'étranger. Les objets soumis aux droits d'entrée , seront visités dans le bureau de la régie , & ceux qui devront être entreposés , lors de leur mise en entrepôt.

X V.

Les préposés de la régie ne pourront , dans aucun cas , faire à bord des bâtimens l'ouverture d'aucune balle , caisse ou futaille , pour en vérifier le contenu , ni aucune autre recherche dans l'intérieur desdits bâtimens ; mais si après la déclaration & pendant le cours du déchargement , ils apercevoient parmi les objets déclarés pour une destination ultérieure & sans entrepôt , quelque balle , caisse ou futaille

à l'égard desquelles ils soupçonneroient la fausseté de la déclaration, ils auroient la faculté de les faire transporter, à leurs frais, au bureau de la douane, pour y être visitées en présence du capitaine de navire ou de l'un de ses officiers. Dans le cas où après la visite, la déclaration seroit reconnue sincère & véritable, lesdites marchandises seroient remises en bon état & reportées à bord, également aux frais desdits préposés. Si au contraire la fausseté est reconnue, les marchandises seront saisies & soumises aux peines portées par l'article final.

X V I.

Les capitaines de navires ne pourront commencer leur embarquement ou débarquement qu'après avoir pris un permis des préposés de la régie; les marchandises sujettes à des droits ou destinées à l'entrepôt, ne pourront être embarquées ou débarquées que sur des permis particuliers des mêmes préposés.

Les marchandises étrangères transportées à Marseille par mer, & celles expédiées à la destination de l'étranger, pourront être versées de bord à bord en exemption de tous droits, à la charge de prendre également un permis; & les préposés pourront surveiller les versements de bord à bord.

T I T R E I I.

Des relations de Marseille avec le Royaume.

A R T I C L E P R E M I E R.

LES marchandises qui passeront de la ville & du territoire de Marseille dans le royaume, sans justifier de l'acquit des droits

du nouveau tarif, payés à l'entrée de cette ville, ou du certificat de leur fabrication dans ladite ville & territoire, délivré par les Officiers municipaux de la ville & visé par les préposés de la douane, acquitteront ces droits aux bureaux de la régie établis sur les limites du territoire, ou aux entrées du royaume,

I I.

Les huiles d'olive expédiées de ladite ville & territoire pour les autres parties du royaume, continueront d'être accompagnées d'une expédition de la douane de ladite ville pour constater leur origine, & les droits en seront payés, suivant leur espèce, conformément au tarif général.

I I I.

Pour éviter que des huiles de la côte d'Italie soient présentées aux bureaux d'entrée comme huiles du Levant ou d'autres qualités inférieures, afin d'acquitter un moindre droit, la municipalité de Marseille arrêtera tous les mois un état du prix des huiles communes & des frais de transport aux divers ports du royaume, à raison du quintal, poids de marc : un double dudit état, signé par les officiers municipaux, sera remis au bureau de la régie à Marseille, & le prix des huiles, conformément au même état, sera porté sur les expéditions. Lorsque les préposés de la régie aux lieux de destination, soupçonneront que les huiles qui leur seront présentées comme étant de qualité inférieure, sont de la côte d'Italie, ils pourront les retenir en payant leur valeur ainsi qu'elle sera portée aux expéditions, & le dixième en sus.

I V.

Les productions des fabriques de Marseille & de son territoire, accompagnées des certificats de la municipalité,

visés par les préposés de la douane nationale de ladite ville, ne payeront, à leur passage aux bureaux situés sur les limites du territoire ou aux autres entrées du royaume, d'autres droits que ceux fixés par le tarif qui sera annexé au présent Décret, lesquels sont réglés proportionnellement à la franchise dont lesdites productions jouissent sur les matières entrées dans leur fabrication; lesdits certificats n'auront cependant leur effet pour ce qui sera expédié par mer, qu'autant que l'embarquement aura été certifié par les employés de la régie sur le port.

Celles destinées pour la Corse, seront expédiées en franchise de droits.

V.

Les objets manufacturés dans le royaume, & qui auront été expédiés pour Marseille, pourront être reportés par terre dans l'intérieur du royaume pour sa consommation, en acquittant aux bureaux placés sur les limites du territoire, les droits énoncés dans l'article IV ci-dessus.

V I.

Seront cependant exemptes desdits droits les mêmes marchandises venues des fabriques de l'intérieur à Marseille, que l'on enverra au lieu de la fabrique pour les y faire réparer, à la charge de prendre l'acquit à caution sur la soumission de faire rentrer à Marseille lesdites marchandises dans le délai de six mois.

V I I.

Les fabricans de la ville & territoire de Marseille pourront faire passer par terre, dans l'intérieur du royaume, les matières premières qui ont besoin de recevoir quelques apprêts avant d'être mises en œuvre, & les y faire reporter après qu'elles

auront été apprêtées ; le tout en exemption de droits , & en donnant par lesdits fabricans les soumissions nécessaires au bureau de la régie pour assurer le retour , dans le délai de six mois , desdites matières apprêtées , ou le paiement du droit d'entrée s'il en est dû.

V I I I.

Les fabricans de l'intérieur du royaume , qui ayant blanchi ou fabriqué des cires étrangères destinées à la réexportation , les feront ressortir par Marseille , continueront à recevoir le remboursement des droits acquittés à l'entrée sur ces cires venues en jaune , à la charge de justifier du passage desdites cires ouvrées à l'un des bureaux situés sur les limites du territoire de leur entrepôt à Marseille , si elles y ont séjourné , & de leur embarquement en ce port ; comme encore de rapporter l'acquit des droits d'entrée délivré dans les deux années antérieures.

Le même remboursement continuera à avoir lieu , & sans aucune déduction , sur toutes les cires blanchies ou autrement ouvrées qui seront renvoyées du royaume à l'étranger , quel que soit le bureau d'importation & d'exportation , en justifiant de la quittance du droit d'entrée.

I X.

Les matières premières nécessaires à l'aliment des manufactures de Marseille , pourront passer de l'intérieur du royaume à Marseille en exemption de tous droits , mais seulement jusqu'à la concurrence des quantités qui seront déterminées chaque année par la législation , d'après les états fournis par la municipalité , visés par les directoires du district & du département , sur les observations de la régie nationale

des douanes ; ces objets devront être accompagnés de passavants , délivrés pour chaque expédition par les préposés du bureau de ladite ville.

X.

Les bestiaux, les vins, les charbons, les bois de chauffage, de construction & feuillards, l'amurca, le marc d'olive ou grignon, pourront passer du royaume à Marseille & dans son territoire en exemption de droits, en telle quantité que ce soit.

X I.

Les marchandises & denrées non comprises dans les articles IX & X ci-dessus, seront sujettes au passage de tel lieu du royaume que ce soit, dans la ville & territoire de Marseille, aux droits & prohibitions qui ont lieu à toutes les sorties du royaume.

X I I.

Les marchandises & denrées qui devront passer d'un lieu à un autre du royaume, par emprunt de la ville & territoire de Marseille, seront exemptes de tous droits, à la charge si elles sont transportées par mer, de ne pouvoir être chargées que sur bâtimens François, d'être expédiées par acquit à caution pris aux lieux de chargement & d'être mises en entrepôt, comme il est réglé par l'article VII du titre I.^{er} du présent Décret ; & si c'est par terre, d'être pareillement expédiées par acquit à caution délivré au plus prochain bureau des lieux d'enlèvement avec destination pour l'entrepôt. Le délai dudit entrepôt sera de six mois ; & ce terme expiré, les droits de sortie, s'il en étoit dû à la destination de Marseille, seront acquittés.

X I I I.

Les marchandises & denrées qui seront retirées de l'entrepôt pour être transportées par mer dans un autre port de France, ne pourront également être chargées que sur bâtimens François; elles seront accompagnées d'un acquit à caution, si elles sont sujettes aux droits de sortie du nouveau tarif ou si la sortie du royaume en est prohibée, & d'un simple passavant si elles sont exemptes des droits de sortie. Celles qui devront rentrer dans l'intérieur du royaume par le territoire de Marseille, seront expédiées par acquit à caution pour le premier bureau d'entrée.

T I T R E I I I.

Du commerce de Marseille au-delà du cap de Bonne-espérance & des Colonies Françaises d'Amérique.

A R T I C L E P R E M I E R.

LE port de Marseille continuera d'être ouvert, pour le départ seulement, aux armemens pour le commerce François au-delà du cap de Bonne-espérance, aux termes du Décret du 28 août 1790, & au commerce des colonies Françaises d'Amérique, soit pour le départ soit pour le retour, en observant les formalités qui seront ci-après prescrites.

I I.

Les marchandises sujettes à des droits à l'entrée du royaume, & que l'on voudra charger dans la ville & territoire de Marseille, à la destination des commerces énoncés en l'article

ci - dessus , seront conduites au bureau des denrées coloniales établi en ladite ville ; elles y acquitteront , après déclaration & visite , les droits d'entrée du nouveau tarif , & seront ensuite embarquées sur un permis des préposés de la régie audit bureau.

Les chairs , lards , beurres , saumons salés & chandelles , seront seuls exempts dudit droit , quoique chargés à Marseille.

I I I.

Jouront également de l'exemption de tous droits pour lesdites destinations , les marchandises des manufactures de Marseille , sur la représentation des certificats de fabrication délivrés par les officiers municipaux ; mais lesdites marchandises ne pourront être embarquées qu'avec le permis du préposé du bureau des denrées coloniales , qui fera délivré après la déclaration & la visite. Les savons & les cires blanches desdites fabriques , seront seuls assujettis , à la destination desdites colonies , au droit de trois livres par quintal.

I V.

Les denrées & marchandises expédiées du royaume pour Marseille , à la destination de l'Inde & desdites Colonies , seront pareillement exemptes de tous droits , mais à la charge d'être expédiées par acquit à caution , délivré , si c'est par mer , au bureau du port de l'embarquement , & si c'est par terre , à l'un des bureaux situés sur les limites du territoire de Marseille , à l'effet d'assurer leur entrepôt réel à leur arrivée à Marseille , leur embarquement & leur destination.

V.

Les capitaines de navires venant des Îles & Colonies Françaises à Marseille , seront assujettis aux mêmes déclarations

& droits que dans les autres ports ouverts à ce commerce.

V I.

Les cotons en graine & en laine desdites Colonies , seront mis à leur arrivée à Marseille , en entrepôt , dont la durée pourra être de dix huit mois ; & s'ils en sont retirés autrement que pour entrer dans le royaume ou dans la ville de Marseille pour l'usage de ses fabriques , dans les proportions qui seront déterminées , comme il est prescrit par l'article IX du titre II : ils seront en ce cas sujets au droit de douze livres par quintal.

V I I.

Au moyen des dispositions portées par l'article V du présent titre , & de celles énoncées en l'article IV du titre premier , les sucres , même raffinés , le cacao , le café & l'indigo , passeront de Marseille dans les autres parties du royaume en exemption de droits , pourvu qu'ils soient accompagnés de passavants. Les autres marchandises des Colonies Françaises seront , à la même destination , sujettes aux droits du nouveau tarif , à moins qu'à leur arrivée elles n'aient été mises en entrepôt ; dans ce dernier cas , elles seront aussi expédiées par passavant pour le premier bureau d'entrée.

V I I I.

Pour éviter que l'on applique aux cafés du Levant l'exemption de droits dont jouiront les cafés des Colonies Françaises importés de Marseille dans le royaume , la franchise accordée à ceux-ci ne pourra avoir lieu qu'autant qu'ils passeront par l'un des bureaux de Septemes , la Penne , la Gavotte , ou par les ports de Toulon , la Ciotat , Arles , Cette , Agde & Portvendre ; & les préposés auxdits bureaux ,

lorsqu'ils soupçonneront que les cafés qui leur seront présentés comme cafés des Isles, sont du Levant, pourront les retenir en payant le prix desdits cafés, & le dixième en sus sur l'évaluation des cafés des Isles, qui sera arrêtée tous les mois entre la municipalité de Marseille & les préposés de la régie. Le prix de cette évaluation sera porté sur les expéditions.

Article général & commun.

L'inexécution des formalités prescrites par les trois titres ci-dessus, assujettira les contrevenans aux peines portées par les Loix générales, dans tous les cas auxquels il n'y aura pas été dérogé par le présent Décret.

TARIF des droits à percevoir sur quelques matières premières ouvrées, & sur les marchandises manufacturées à Marseille, à leur passage de cette ville & de son territoire dans le royaume.

Matières premières qui ont reçu quelque main-d'œuvre.

SOIES ouvrées de toutes sortes non teintes, la livre	
payera douze sous, ci	12 ^s
<i>Idem.</i> Teintes, la livre payera quinze sous, ci	15 ^s
Fil simple ou retors, le cent pesant payera cinq sous,	
ci	5 ^s

Objets fabriqués.

Ouvrages en soies sans mélange, la livre payera	
quinze sous, ci	15 ^s
Ouvrages en soie mêlés de coton, bourre de soie	

filoselle, & autres matières semblables, la livre payera
sept sous, ci. 17^r

Ouvrages de coton, le cent pesant payera vingt livres,
ci. 20 "

Ouvrages mêlés en fil & coton, le cent pesant
payera dix livres, ci. 10 "

Ouvrages de fil de chanvre & de lin, le cent pesant
payera dix sous, ci. 10 "

Toiles peintes ou teintes, le cent pesant payera
vingt livres, ci. 20 "

Ouvrages en bourre de soie, filoselle, fleuret, laine
& poil-de-chèvre, néant.

Chapeaux, la douzaine payera dix sous, ci. 10 "

Cires jaunes ouvrées & cires blanches, le cent pesant
payera trois livres, ci. 3 "

Plomb ouvré, le quintal payera trois livres dix sous,
ci. 3 10

Étain ouvré, le quintal payera quarante-cinq sous, ci. 2 5

Ouvrages en cuivre, laiton, bronze & airain, . . . néant.

Ouvrages en fer ou acier, le quintal payera
quarante-cinq sous, ci. 2 5

Ouvrages en tôle ou fer noir, le quintal payera
quatre livres, ci. 4 "

Ouvrages en fer blanc, le quintal payera sept livres, ci. 7 "

Ouvrages en sparterie, le quintal payera dix sous, ci. 10 "

Ouvrages en pelleterie payeront en raison de cinq
pour cent de la valeur "

Faïence & poterie de grès, le quintal payera quinze
sous, ci. 15

Liège ouvré, le quintal payera trente sous, ci... 1 10 5

Pommades & parfumeries, le quintal payera quarante sous, ci... 2 10 0

Savonnettes, le quintal payera quatre livres dix sous, ci... 4 10 0

Poissons salés & marinés... néant.

Fruits en saumure ou confits au vinaigre, le quintal payera vingt sous, ci... 1 10 0

Marbre en cheminée scié ou travaillé, le pied cube payera vingt-cinq sous, ci... 1 5 0

Ouvrages de bois en menuiserie, tabletterie, marqueterie, &c... néant.

Compositions & préparations chimiques, autres que les médicaments composés, payeront la moitié des droits imposés par le tarif général sur les objets de même nature venant de l'étranger.

Tous les autres produits des fabriques de Marseille, composés de matières premières dont l'importation de l'étranger dans le royaume est exempte de droits, ou qui sont soumises aux prohibitions ou aux droits du nouveau tarif à leur entrée à Marseille, passeront de Marseille & de son territoire dans le royaume, en franchise de droits.

Nota. Le droit imposé par le présent Tarif sur les ouvrages de fer & d'acier, comprend en même temps le droit de traite & celui de marque des fers.

MANDONS & ordonnons à tous les Tribunaux, Corps administratifs & Municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme

Loi du Royaume, En foi de quoi le Sceau de l'État a
été apposé à celsdites présentes. A Paris, le premier août
mil sept cent quatre-vingt-onze.

En vertu des Décrets des 21 & 25 juin dernier :
Pour le Roi. Signé M. L. F. DU PORT.

Certifié conforme à l'original.

A P A R I S,

DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

M. DCC. XCI.



